

10^e anniversaire du travail décent – JUST DO IT!

Lire en ligne : <http://world-psi.org/fr/10e-anniversaire-du-travail-decent-just-do-it>

Le 7 octobre 2018, nous « célébrons » le 10^e anniversaire de la Journée mondiale pour le travail décent : depuis 10 ans, les syndicats du monde entier luttent pour s'assurer que le travail décent figure parmi les priorités des politiques gouvernementales, afin de rétablir une croissance économique qui place le peuple au premier plan – le peuple au-dessus du profit.

Ces 10 dernières années, le travail décent a été rappelé dans plusieurs instruments internationaux de grande ampleur, tels que la deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2008-2017), la Conférence sur le Développement durable (2011) ou encore lors de l'Assemblée générale des Nations Unies de septembre 2015. En outre, le travail décent et les quatre piliers de l'Agenda pour le travail décent de l'OIT sont au cœur du nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'objectif 8 du Programme 2030 appelle à promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous.

Mais cette décennie a également connu une des pires crises financières mondiales, en 2007-2008. Les dirigeant(e)s du monde entier y ont répondu à coups de mesures d'austérité qui ont mené au chômage, à l'augmentation des emplois informels et précaires, à la privatisation et à la déréglementation, ce qui a creusé les écarts entre les 1 % les plus riches et le reste de la planète. Le travail décent a pris un sérieux coup.

Ajoutez à cela les mutations du monde du travail générées par la technologie Internet, où les applications dirigent l'économie des petits boulots et où la numérisation perturbe les relations de travail, et l'Agenda pour le travail décent en ressort d'autant plus fragilisé.

Les formes émergentes du capitalisme, engendrées par la crise, nous confrontent à de nouvelles relations de travail, telles que l'« ubérisation » du travail – qui n'est assurément pas ce que nous souhaitons pour l'avenir de l'emploi. Dans le domaine des services publics, nous constatons une augmentation du nombre de propositions de privatisation, ainsi que des demandes visant à financiariser et à titriser les actifs de ces services – ce qui, fondamentalement, revient à les livrer aux spéculations du secteur financier. Les caisses de l'Etat ont été vidées pour renforcer les institutions financières qui étaient au bord de la faillite, mais les travailleurs/euses et les syndicats répliquent.

En matière de services publics, l'ISP :

- aide les syndicats à comprendre et à intervenir sur les liens entre finances publiques et travail décent : si les sociétés et les personnes les plus riches de ce monde continuent à pratiquer l'évasion fiscale, les gouvernements continueront à manquer de fonds, les services publics se détérioreront et les conditions de travail en seront les premières victimes – suivies de près par nos communautés.
- mène la lutte contre les dernières propositions visant à privatiser, à financiariser et à titriser les services publics, entraînant ainsi un transfert des biens publics vers les institutions financières qui, par leur cupidité et leur négligence, ont provoqué la crise financière mondiale.
- soutient la tendance croissante à la « remunicipalisation », qui consiste à ramener sous propriété et gestion publiques les services privatisés.

- ne fléchit pas face aux tentatives visant à éliminer le droit de grève, tentatives qui bafouent le droit des travailleurs/euses à refuser de travailler, minant ainsi un des piliers des droits des travailleurs/euses.
- plaide en faveur du droit des migrant(e)s et des réfugié(e)s à accéder aux services publics de base et à un travail décent.
- organise les jeunes travailleurs/euses qui sont souvent les plus touchés par le manque d'opportunités de travail décent.

Dans toutes ces luttes, les messages de l'ISP sont clairs : « Les syndicats doivent être capables de lutter sur de nombreux fronts et de travailler avec les partenaires communautaires afin de soutenir l'Agenda pour le travail décent, qui constitue le fondement pour promouvoir des lieux de travail justes et équitables et qui renforce les familles et les communautés », a déclaré **Rosa Pavanelli**, Secrétaire générale de l'ISP.

Grâce à ces réalisations plutôt modestes, mais durables, nous avons appris que l'accès à des services publics universels de qualité et sensibles à la dimension de genre s'avère crucial pour un monde meilleur.

Nous célébrons le 10^e anniversaire de la Journée mondiale pour le travail décent en gardant tout cela à l'esprit et nous appelons tou(te)s les travailleurs/euses à se joindre aux syndicats pour lutter en faveur du travail décent pour tou(te)s!

L'Internationale des Services Publics (ISP) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de personnes qui travaillent dans les services publics de plus de 160 pays. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale, et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP se conforme à la législation de l'Union européenne sur la protection de la vie privée. Veuillez vous référer à notre politique de confidentialité ou contacter privacy@world-psi.org si vous souhaitez consulter, mettre à jour ou supprimer l'une de vos coordonnées. Abonnez-vous à nos listes de diffusions en allant sur <http://www.world-psi.org/fr/abonnements>